

20^E CONGRÈS DE L'ANECR

4, 5 & 6 NOVEMBRE 2022 - MONTREUIL



PROPOS INTRODUCTIFS

Cher ami, chère amie,

Le Congrès de notre Association Nationale des Elus Communistes et Républicains se tiendra **les 4, 5 et 6 novembre prochains, à Montreuil, en Seine-Saint-Denis**. Il sera un moment important d'échange, de partage et de décisions pour notre activité.

Nous proposons qu'il se fixe un double objectif : d'une part, tirer les enseignements de la période passée et d'autre part, donner un nouvel élan à notre association afin d'être plus en mesure de relever les défis du moment.

Une crise multiforme qui s'aggrave

Notre Congrès se tient alors qu'une crise multiforme frappe la planète en général et la France en particulier. Une crise économique et sociale, d'abord.

Notre pays, sixième puissance économique du monde, compte désormais 10 millions de pauvres, 12 millions de Français en situation de précarité énergétique, 7 millions de personnes qui fréquentent l'aide alimentaire, 5 millions de chômeurs et 4 millions de mal-logés. L'inflation galopante aggrave cette situation et fait plonger des millions de citoyens dans la pauvreté. Le monde du travail, la jeunesse, les retraités en sont les premières victimes.

Une crise écologique profonde est désormais sous nos yeux.

Le changement climatique n'est plus une prévision pour demain, mais une réalité vécue au quotidien par nos concitoyens. La multiplication des épisodes caniculaires, des tempêtes dévastatrices et des incendies meurtriers en portent témoignage.

Enfin, une crise démocratique s'est enracinée.

Cinq élections se sont tenues depuis notre dernier Congrès : municipales, départementales, régionales, présidentielle et législatives. **Loin de combler le fossé démocratique entre les citoyens et leurs représentants, elles se sont toutes caractérisées par une abstention, certes variable selon les scrutins, mais à chaque fois très importante.** Il est à noter que cette grève des urnes concerne désormais toutes les élections, y compris les municipales. La montée de l'extrême-droite, très nette aux élections législatives, témoigne elle aussi de cette crise

démocratique.

Au final, la période que nous avons traversée a largement amplifié des dynamiques déjà à l'œuvre. Elle les a lourdement aggravées.

Elle appelle plus que jamais la promotion d'un autre mode de développement qui protège l'être humain et la planète, en rupture avec un système capitaliste qui les broie.

Des élus indispensables

Dans un tel contexte, les élus locaux jouent un rôle majeur. En première ligne, ils voient leurs actions fragilisées et freinées par les politiques gouvernementales.

Pour autant, leur capacité à protéger les populations, au plus près du terrain, a été très largement reconnue pendant la pandémie. Il a d'ailleurs fallu deux crises successives pour que le Président de la République se rappelle de leur utilité : celle des Gilets jaunes, puis celle de la COVID.

Cette prise de conscience tardive n'a aucunement empêché le gouvernement de multiplier les attaques contre les collectivités territoriales.

Celles-ci se retrouvent prises en étau : alors que les besoins des populations ne cessent de croître sous l'effet de la crise, elles sont privées de moyens.

La suppression de la taxe d'habitation, la perte d'autonomie fiscale, constituent une attaque en règle contre la libre administration des collectivités.

40 ans après la loi de décentralisation de 1982, les collectivités font face à une véritable recentralisation de l'État, tout en assumant financièrement les transferts de compétences qui leur sont confiés.

Et c'est désormais un véritable hold-up sur les finances locales qui se prépare avec la prochaine loi de finances.

Le cri d'alarme des Maires qui font face à l'envolée des coûts de l'énergie met en évidence le caractère dramatique de la situation : le risque de devoir choisir entre le paiement des factures et la fermeture de services publics pourtant essentiels aux habitants dans une telle période.

Ces tendances ne sont pas neuves

Là aussi, le gouvernement aggrave des tendances qui étaient déjà à l'œuvre. Les collectivités se trouvent doublement bridées : institutionnellement par la mise en œuvre autoritaire de l'intercommunalité, et financièrement par la baisse des dotations et la perte

de l'autonomie fiscale.

Le point d'aboutissement de ces logiques, c'est la transformation de l'élus local privé de moyens, en simple relais des politiques gouvernementales.

Une telle perspective est pour nous inacceptable. Elle constituerait une perte immense pour notre pays, riche de ses 34 957 communes.

Une nouvelle association pour faire face à des défis

Dans ce contexte, les élus communistes et républicains peuvent jouer un rôle important. Leur apport spécifique, leur attachement au service public, leur travail de proximité reconnu sont des atouts inégalables pour faire face à une période aussi rude pour nos concitoyens.

Utiles, nous le seront d'autant plus si nous sommes organisés et travaillons ensemble. C'est tout le défi qui est devant nous. C'est le rôle de notre association qui n'y est qu'imparfaitement parvenue dans la dernière période.

C'est pourtant essentiel.

D'abord, parce que nous représentons une force réelle : 4920 élus en France métropolitaine concernant 6386 mandats, répartis dans tous les départements de France qui, chaque jour, se mobilisent, inventent, créent, mettent en place des politiques nouvelles pour répondre aux besoins des populations. Parmi eux, 612 maires et maires délégués, plus de 4700 élus dans une commune, 1260 en intercommunalité ou en métropole, 169 élus départementaux, 61 élus régionaux, auxquels s'ajoutent nos deux groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Une force réelle présente et active dans bien des associations nationales d'élus pluralistes. Depuis les scrutins de 2020, des centaines de nouveaux élus exercent de nouveaux mandats dans les exécutifs des intercommunalités et singulièrement dans la ruralité, mais aussi dans des régions, des départements, dans des villes, conquis par la gauche. La place de nos élus a été confortée dans les Métropoles.

Ensuite, parce que les défis du moment, les difficultés posées par le contexte de crise que nous connaissons appellent plus que jamais à renforcer un travail en commun. Plus unis, nous serons plus forts pour les affronter.

Un Congrès utile et ambitieux

Enfin, parce que notre association est notre outil, notre maison commune. Il s'agit donc, avec ce congrès, en cohérence avec les valeurs qui nous ont toujours animées, d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre association.

A travers le **projet associatif** et les **nouveaux statuts** mis en débat dans la préparation du Congrès, elle pourrait devenir si le Congrès le décide, « La Coopérative des élu·e·s communistes, républicains et citoyens » comme échangé lors de notre conseil national du 30 septembre dernier.

Lors de ce Congrès, notre association se dotera d'une équipe de direction largement renouvelée, à parité, ancrée sur toute la diversité des mandats et toute la richesse des territoires : de l'élus rural au parlementaire, de l'élus d'opposition au maire, du village au département, de la ville populaire à la région.

Ainsi, forte de cette nouvelle équipe plus resserrée et de moyens nouveaux, notre association s'attachera à porter nos engagements avec plus d'efficacité, en créant les conditions que chaque adhérent puisse y trouver sa place.

Comme j'en ai fait l'annonce au Conseil National, je quitterai mes responsabilités, comme le feront d'ailleurs d'autres membres de la direction nationale.

J'ai donc proposé au nom du secrétariat de l'ANECR que Philippe Rio, Maire de Grigny participe pleinement à la préparation de notre congrès et devienne Président de notre association au sein d'une équipe collégiale.

Philippe est reconnu notamment pour ses actions en faveur des plus précaires, pour sa capacité à fédérer autour d'initiatives porteuses d'avenir à l'image de l'appel de Grigny et de son élection comme « meilleur Maire du monde ».

Une nouvelle page s'ouvre.

Pour l'écrire ensemble, nous avons besoin de réussir un grand et beau congrès de novembre.

La contribution de chaque élu membre de notre association en est le gage et l'espoir. C'est notre force collective.



Ian BROSSAT
Président de l'ANECR

Dates du Congrès :

Vendredi 4 novembre 2022
Samedi 5 novembre 2022
Dimanche 6 novembre 2022

Lieu du Congrès :

Hôtel de ville de Montreuil
Place Jean-Jaurès
93100 Montreuil
Métro : Ligne 9 « Mairie de Montreuil »

Contact ANECR :

contact@cooperativedeselus.fr
Enzo : 07 53 62 29 62
01 48 35 55 38

PROGRAMME DU CONGRÈS

VENDREDI 4 NOVEMBRE 2022

À partir de 17h30

Accueil des participants

18h30

Ouverture du congrès.
Mots de bienvenue de **Patrice Bessac**, maire de Montreuil,
président d'Est-ensemble
Intervention de **Ian Brossat**, Président de l'ANECR.
Nouveaux enjeux, nouveaux défis : échange collectif autour du
contexte politique, social et nos initiatives.

Fin des travaux à 21 h

SAMEDI 5 NOVEMBRE 2022

14h-17h30

De quelle association avons-nous besoin ?
Les enjeux de conquête et de reconquête ; nos ambitions pour
aujourd'hui et demain. Notre nouveau projet d'association, nos
engagements. Échanges et partage d'expériences.

20h30

Soirée conviviale et festive

DIMANCHE 6 NOVEMBRE 2022

9h-12h

Nouveaux statuts et nouvelle direction : débats et propositions.
Adoption des nouveaux statuts.
Élection de la nouvelle direction.



Le Congrès est ouvert à tous les élus adhérents à l'ANECR

Prix du mandat – Participation aux frais : 30 euros

Par ailleurs, retrouvez ci-dessous le formulaire pour le
réglement de la cotisation annuelle (30 euros) :

Formulaire de cotisation

Les **rencontres** de **Montreuil**.

LA FORMATION
DES ÉLU·E·S **CIDEFE**

UN ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LE CIDEFE

Dans un contexte de crises exacerbées pesant sur les habitant·e·s et sur les collectivités territoriales, le CIDEFE organise les « **Rencontres de Montreuil** ».

Le CIDEFE propose ainsi des formations relatives à l'exercice des mandats en cours et à l'actualité des collectivités territoriales, en s'appuyant sur des intervenant·e·s pertinents et de qualité.

Vendredi 4 novembre 2022 14h30-17h30

- **5 ateliers de formations relatifs aux différents mandats d'él·u·e·s.**
- **1 atelier de formation sur la valorisation de l'action municipale à mi-mandat.**
- **1 atelier participatif et agile « Ah, la vie d'él·u·e » sur les conditions d'exercice d'un mandat.**

21h

Apéritif dinatoire.

**TÉLÉCHARGEZ LA
FICHE D'INSCRIPTION
EN FLASHANT OU EN
CLIQUANT SUR LE QR
CODE SUIVANT :**



CIDEFE

**Centre d'Information, de Documentation,
d'Etude et de Formation des Élu·e·s**

Siège social : 233, rue Etienne Marcel 93100 Montreuil
- Adresse de gestion ; 6, avenue du Professeur André
Lemierre 75020 Paris
Téléphone : 01 48 35 50 00 - Mail : contact@cidefe.fr

Samedi 5 novembre 2022 9h-12h30

Les collectivités territoriales face aux crises

>>>> Avec la participation de représentants de l'Association des Maires de France, de l'association des maires ruraux de France, de l'association Villes et Banlieues, de l'association des petites villes de France...

12h30

Apéritif déjeunatoire.

17h30-20h30

Agir pour l'égalité femmes-hommes

INFOS PRATIQUES

Les formations se dérouleront à l'Hôtel de ville de Montreuil, place Jean Jaurès 93100 Montreuil.

Hébergement :

Il existe une offre hôtelière diverse sur Paris et Porte de Montreuil.

Nous avons un tarif préférentiel pour les nuits des 4 et 5 novembre à l'hôtel « **Ibis Styles Paris Mairie de Montreuil** » (15-19 rue Franklin 93100 Montreuil).

>>>> L'hôtel se situe à 200 mètres de l'Hôtel de ville.

Tarif proposé : 82€ (1 personne) - 92€ (2 personnes) pour une nuitée + 1,22€ de taxe de séjour par nuit et par personne. Attention, places limitées.

Bien préciser que vous venez pour le CIDEFE au moment de la réservation (01 48 59 00 03 ou H9880@ACCOR.COM)